

ACTIONS POLITIQUES 2025

29.11.2024 : L'Aras relance les députés dépositaires des motions concernant l'aéroport dans le but de se rencontrer. Séance est prévue en janvier 2025.

15.01.2025 : démission de la cheffe du DDPS - Département Défense Protection Sport, Madame Viola Amherd pour le 31.03.2025.

20.01.2025 : Séance d'information avec les cosignataires des deux motions et présentation de l'argumentaire de l'Aras ; c'est aussi le premier jour de la protection du WEF 2025 avec les Forces Aériennes déplacées sur la base de Sion, devenue base opérationnelle, Payerne étant dans le brouillard.

28.01.2025 : Les deux motions concernant l'avenir « cantonal » de l'aéroport de Sion seront à l'ordre du jour de la session du Grand Conseil du vendredi 14.02.2025 en début d'après-midi.

14.02.2025 : Décisions importantes pour l'aéroport de Sion au Grand Conseil : le projet redécolle.

- La motion « loi pour assurer le développement et l'avenir de l'aéroport de Sion » est acceptée par 93 voix contre 30 et 2 abstentions.
- La motion « loi concernant la gestion et l'exploitation ainsi que les modalités financières de l'aéroport de Sion » est acceptée par 99 voix contre 20.

25.02.2025 : démission du chef des Armées, Monsieur Thomas Süssli ainsi que celui de la Communication, Monsieur Christian Dussey.

05.05.2025 : la majorité des groupes politiques au Grand Conseil soutient la reprise des travaux sur l'avenir de l'aéroport.

24.06.2025 : Le Conseil d'Etat met en consultation jusqu'au 26 septembre 2025 la nouvelle mouture de la loi pour développer l'infrastructure de l'aéroport.

05.09.2025 : L'Aras dépose sa prise de position sur la nouvelle loi auprès du Conseil d'Etat et de son département Innovation & Développement.

05.11.2025 : La deuxième consultation sur l'avenir de l'aéroport de Sion est plus positive que la première, qui avait mené à l'abandon provisoire du projet. La voie est libre pour un traitement au Grand Conseil qui est prévu en mars 2026.

15.12.2025 : Le Conseil d'Etat adopte le projet de loi sur la société d'exploitation de l'aéroport et le transmet au Grand Conseil qui le traitera courant 2026.